



Fermetures de trésoreries : le merdier : l'exemple d'Albigny.

Les régisseurs qui déboulent en force à Neuville, Villeurbanne Municipale mis en difficultés par l'arrivée d'une comptabilité hospitalière (M21) si spécifique et le même le Vinatier pénalisé par la masse de charges nouvelles qui perturbent gravement le travail au point que les demandes de mutations se multiplient. Voilà comment déstabiliser trois trésoreries en en fermant une 4^e qui fonctionnait également très bien.

Un "Apetiz" contrarié

La dématérialisation des titres restaurant est effective depuis le 1er janvier 2017. Les bénéficiaires ont pu recevoir leur carte Apetiz dans les délais, même si quelques retards ont déjà pu être constatés sur quelques sites.

Comme FO le craignait, cette dématérialisation et ses nouvelles modalités de fonctionnement ne sont pas sans poser des difficultés aux agents.

Plusieurs ont déjà alerté la Fédération FO FINANCES en regrettant la souplesse d'emploi du titre papier.

D'autres désagréments ont été relevés par les usagers, on peut citer :

- Le refus de certains commerçants d'accepter la carte, n'étant pas équipés,
- Un seuil minimal d'achat demandé par le commerçant pour son utilisation,
- Le blocage de certains terminaux ne permettant pas d'effectuer la transaction,
- La contrainte d'une dépense journalière maximum de 19 € et la fin d'une liberté de dépenser l'enveloppe sur une base mensuelle,

- La non activation de son compte personnel sur internet dès le lendemain de sa première transaction.

Même si tout nouveau dispositif ne peut pas être opérationnel à 100% dès sa mise en fonction, il est toutefois regrettable pour les agents de constater plus de contraintes pour son utilisation et un service moins performant, avec la carte Apetiz.



BULLETIN D'ADHESION

FO DGFIP SYNDICAT NATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES

NOM : PRÉNOM :

N° DGI ou N° AGORA : ADRESSE MÊL :

GRADE : QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL :%

AFFECTATION :
déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. - DGFIP)

Fait à le
(signature)

→ 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu



L'EXPRESSION SYNDICALE



Edité par la section FO-DGFIP du département du Rhône

N°6

<http://www.fo-dgfip-sd.fr/069/>

SOMMAIRE

L'Edito du SD	1
Actualités locales	2
Petites brèves	3
Fermeture Trésoreries / Bon Apétiz	4

L'édito du Secrétaire Départemental

Légitime défense

Chacun sait aujourd'hui à quoi mènent les politiques d'austérité :

un chômage à son sommet malgré les manipulations des chiffres des différentes catégories de demandeurs d'emplois. Un regard sur le taux de croissance, à peine 0,5 % sur les trois derniers trimestres de 2016, suffit à confirmer que la tendance ne risque pas de s'infléchir à court terme.

Non, décidément, supprimer massivement des emplois à la DGFIP ou ailleurs ne fait pas baisser le chômage !

Pourtant, le coût de cette austérité est pharaonique pour le pays : le pacte de responsabilité qui fête ses trois ans aura coûté plus de 50 milliards d'euros.

Le CICE 20 milliards en 2016 et son échec justifie... qu'il monte à 25 milliards en 2017 !

Mais le prix de ces politiques récessives, toujours payé par les salariés, prend d'autres formes.

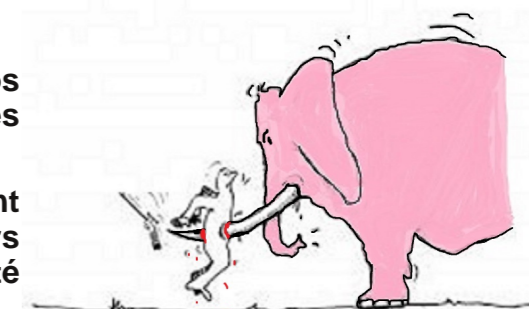
La démolition de nos droits n'est pas la moindre.

Du démantèlement du droit du travail à celui de nos statuts de fonctionnaires de la DGFIP nous sommes confrontés à une offensive sans précédent.

Sous nos yeux, ce sont aussi nos missions qui sont au quotidien dangereusement mises à mal et à travers elles, le service public républicain, pilier de l'unité nationale.

C'est en cela qu'à FO nous affirmons que l'austérité est suicidaire économiquement, socialement et politiquement. Face à ces politiques calamiteuses, les salariés, les fonctionnaires que nous sommes sont légitimes à se défendre.

C'est bien de légitime défense qu'il s'agit. De ce point de vue, le succès de la grève du 15 novembre, plus qu'un encouragement, est un véritable point d'appui. Face à la surenchère de déclarations et d'engagements irresponsables, en cette période pré-électorale, Force-Ouvrière reste fidèle à ce qui constitue son ADN : l'indépendance syndicale. Nous n'appellerons à voter pour personne ni contre personne, pas plus au premier qu'au second tour.



RETROUVEZ **FO DGFIP** SYNDICAT NATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

<https://www.facebook.com/fodgfip>

[#fodgfip](#)

RETROUVEZ **FO DGFIP** SYNDICAT NATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

<https://www.facebook.com/fodgfip>

[#fodgfip](#)

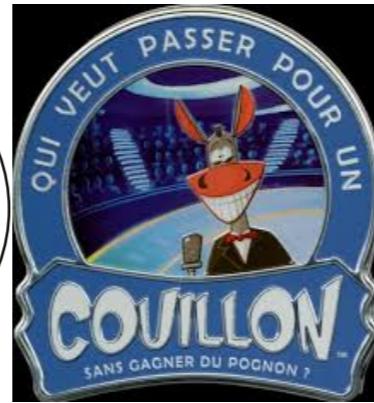


Effet pervers de PPCR

PPCR gagnant gagnant ? Il n'y a que les demeurés qui y croient encore...

Pour preuve, prenons l'exemple d'un agent C échelon 3 qui devait passer début février échelon 4. Or, suite aux accords PPCR que FO n'a pas voulu signer, l'agent se retrouve dès janvier 2017 échelon 2 sans reprise d'ancienneté.

Perte d'ancienneté 2 ans ! Cherchez l'erreur !



Marché de Dupes

Un nouveau marché régionalisé de nettoyage des locaux a débuté le 1er janvier 2017. Le personnel est bien présent contrairement au matériel conservé par l'ancien prestataire. Ce n'est pas dans les effectifs qu'il faudrait faire le ménage ! La Direction va t'elle leurs proposer des balais dématérialisés ? Pas très rassurant pour la mise en place du nouveau marché du transport de fonds au 1er février 2017. Les nouveaux transporteurs auront ils des fourgons ?

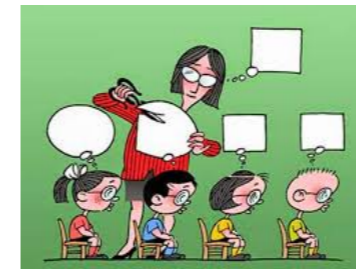
Prélèvement à la source : modernité et simplification, vraiment ?

Simplification : un projet de 415 pages encore alourdi devant le parlement. Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement...



Modernité : sa première application remonte à 1811 dans le royaume de Prusse... Commentaire du Conseil des prélèvements Obligatoires de la Cour des comptes : « le PAS entraîne une surcharge de gestion significative pour les entreprises tiers payeurs et pour l'administration » Et contrairement à ce qu'a affirmé le DRFiP en CTL à l'automne, la fondation Terranova qui a annoncé 10 000 emplois « économisés » par l'application du PAS n'a pas changé de position.

Les fonctionnaires méprisés



Le Président de la République est passé à l'improviste à Lyon en fin d'année pour « rencontrer les fonctionnaires » et évoquer leurs « conditions de vie au travail ». En fait, les organisations de représentants des personnels dont FO, la première d'entre elles, n'ont pas été conviées.

L'auditoire était pour l'essentiel composé de hauts fonctionnaires convoqués pour remplir la salle, de nombreux agents ayant décliné l'offre. Un bon moyen de ne pas être contredit !

Publicité Foncière :

10 mois de retard à Lyon en moyenne. Seule Bastia ferait pire. Les conséquences sont immenses, des CDIF aux CPS en passant par les SIP.

SIP Vénissieux :

380 contribuables recensés le premier jour ! Combien d'autres n'ont pas été comptés ? Combien d'autres ont fait demi-tour ?

Remboursements crédits de TVA :

Portes ouvertes jusqu'à 30KE/mois ! Et maintenant qui pour réaliser les contrôles dans les SIE jusqu'au nouveau seuil de 100KE ? Les suppressions d'emplois coûtent cher !



SPL : sabordage de la mission à marche forcée

Facturation électronique au 1er janvier : pas de "pause qualité" malgré l'importance des problèmes non résolus. Contrôle partenarial allégé de la dépense, ServiceFACTurier : dans le Rhône comme ailleurs, les volontaires manquent pour ces expérimentations aventureuses, mal préparées et qui sacrifient notre cœur de mission, le contrôle !

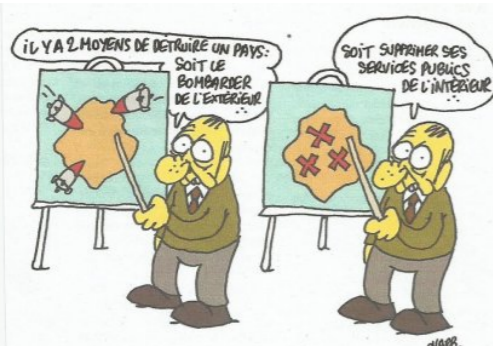
SIP :

Au bord de la rupture : plusieurs centaines de courriels à traiter "en retard" dans tous les services. De partout, le manque d'effectifs se fait sentir. L'"accueil personnalisé" promet une belle perte de temps aux agents mais également aux contribuables, sommés de passer par plusieurs filtres (dématérialisés) avant d'obtenir un rdv. La aussi, le choix de Bron comme cobaye de cette expérimentation ne laissera guère de répit aux autres sites. En septembre, quoi qu'il en soit, tout le monde y passe... A marche forcée. Restructurations : faire, défaire, refaire... Les SIP fusionnent. A la CAE, à Caluire, l'administration fusionne à marche forcée (quelle précipitation quand les annonces datent de la rentrée dernière!) des services qui avaient déjà été fusionnés (trésoreries recouvrement impôt) puis re-scindés et maintenant re-fusionnés. A Lyon-Est, le SIP n'aurait duré que trois ans si l'administration avait trouvé des locaux à Vaulx en Velin ! FO avait pourtant à l'époque fortement dénoncé cette "aventure" vouée à l'échec. Cette "hystérie réformatrice" sème dans les SIP comme ailleurs un inquiétant chaos alors que se profile le calamiteux prélèvement à la source.

Effectifs 2017 dans le Rhône :

Le maquillage n'y change rien ! La DG arrange les chiffres mais ce sont bien à nouveau près de trente emplois à temps plein qui sont perdus.

Effectifs C : suite au mouvement du 1er mars, il reste 65 vacances dans le département ! Tous les services en pâtissent. A signaler, pas une seule arrivée en GP... Bizarre non !



Contrôle fiscal sanctuarisé, vraiment ?

Suppression d'une brigade dans le Rhône ainsi que des emplois C de secrétariat mais aussi en 2017 de deux emplois de A vérificateurs, tentative d'imposer une application lourde et bureaucratique de flicage (MEMO) et « déclasserement » de plusieurs emplois de chefs de brigades !